

Brochure n° 3173

Convention collective nationale
IDCC : 3043. – ENTREPRISES DE PROPRIÉTÉ
ET SERVICES ASSOCIÉS

ACCORD DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2011
RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPCA DE LA BRANCHE

NOR : ASET1250275M
IDCC : 3043

Cet accord est à insérer en annexe II.3 de la convention collective nationale des entreprises de propriété et services associés du 26 juillet 2011.

PRÉAMBULE

Conformément à l'application de la loi du 24 novembre 2009 relative à la formation et l'orientation tout au long de la vie et du décret du 22 septembre 2010 relatif aux OPCA, les partenaires sociaux de la propriété sont dans l'obligation de se rapprocher d'un autre OPCA. En effet, leur OPCA actuel de branche, le Faf propriété, ne répond pas au critère relatif au seuil minimum de collecte porté dorénavant à 100 millions d'euros pour l'obtention de l'agrément par l'Etat.

Les partenaires sociaux rappellent que le Faf propriété constitue un opérateur essentiel de la mise en œuvre de leur politique de formation tant d'un point de vue technique que financier.

Depuis sa création, et sous l'impulsion de la CPNEFP, le Faf propriété a particulièrement contribué au développement de la formation au sein de la branche dont l'efficacité a permis à la fois de mettre en place et développer différents dispositifs spécifiques de la branche, notamment concernant la lutte contre l'illettrisme, la construction d'une filière entière de certificats de qualification professionnelle ainsi que la mise en place d'un organisme certificateur spécifique. Il a également permis de développer le conseil et l'accompagnement des entreprises dans la mise en place de leurs projets de formation, grâce à son réseau de proximité, et cela particulièrement en direction des PME et TPE. Il a aussi construit les partenariats nécessaires avec l'ensemble des acteurs de la formation, particulièrement l'Etat et les régions, pour abonder financièrement les projets de la branche et ainsi permettre leur réalisation. Enfin, sa réactivité et son dynamisme lui ont permis de s'adapter aux nouvelles règles relatives aux réformes de la formation professionnelle, notamment celle de 2009, et particulièrement pour l'accès au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels.

Ainsi, les partenaires sociaux ont un attachement particulier à leur opérateur, le Faf propriété. Ils rappellent que la convention portant création du Faf propriété de 1993 avait déjà défini les missions de leur OPCA telle que la loi de 2009 les définit dorénavant pour l'ensemble des OPCA.

Dans le cadre réglementaire nouveau, ils souhaitent poursuivre et déployer leur politique visant le développement de la formation des salariés de la branche ainsi que l'augmentation de l'accès à la formation et à la certification, pour les salariés faiblement qualifiés.

Les partenaires sociaux envisagent le rapprochement inéluctable du Faf propreté avec un autre OPCA selon trois principes majeurs :

- le maintien de l'autonomie de la branche et de sa gouvernance dans la mise en œuvre de sa politique de formation et de certification, qui comprend également le maintien de liens étroits avec la CPNEFP de la branche ainsi qu'avec l'organisme certificateur de la propreté, et plus largement avec les opérateurs de la branche ;
- la participation active de la branche au sein même de l'OPCA désigné, particulièrement en ce qui concerne les projets d'ingénierie et d'études relatifs aux premiers niveaux de qualification et/ou aux secteurs des services ;
- l'accès à des ressources complémentaires, particulièrement sur le plan financier, pour répondre au besoin de formation et de qualification des salariés de faible niveau, soit 95 % des effectifs de la branche.

Section 1

Autonomie et gouvernance de la branche sur le champ de la formation et de la certification

Depuis sa création, le Faf propreté est une association loi 1901, gérée paritairement, qui met en œuvre la politique de la branche définie par les partenaires sociaux. Lors de l'accord formation du 25 octobre 2004, les partenaires sociaux ont souhaité créer une filière de CQP ainsi que la mise en place d'un organisme certificateur.

Afin de garantir l'homogénéité des évaluations et de délivrance des certificats, mais aussi de permettre leur accès à d'autres publics que les salariés des entreprises de propreté, les partenaires sociaux, dans le cadre de leur récent accord du 4 novembre 2010 relatif à la formation, et en conformité avec la loi du 24 novembre 2009, mettent en place un système nouveau et ouvert, en distinguant la mise en œuvre des opérations de formation des opérations de certifications, par la création d'une nouvelle association loi 1901 : l'organisme certificateur de la branche. Il est placé sous le pilotage de la CPNEFP.

Ainsi, le Faf propreté et l'organisme certificateur de la propreté constituent les deux opérateurs clés de la branche visant la mise en œuvre de sa politique de développement de la formation et de la certification professionnelle.

Article 1^{er}

Gouvernance paritaire du système de la branche visant le développement de la formation et de la certification

Le pilotage de la politique de la branche en matière de formation et de certification est réalisé par la CPNEFP. Ainsi, les partenaires sociaux demandent que les deux opérateurs, que sont l'actuel Faf propreté et l'organisme certificateur en cours de création, restent placés sous le pilotage de la CPNEFP, conformément à l'accord du 4 novembre 2010, quelle que soit la configuration de l'OPCA désigné par la branche.

Les partenaires sociaux rappellent que l'organisme certificateur, conformément à leur accord du 4 novembre 2010, est doté d'un conseil d'administration paritaire avec une présidence alternée, créé le 14 décembre 2010, avec des statuts négociés et signés par les partenaires sociaux de la branche en date du 26 novembre 2010.

Par ailleurs, ils souhaitent que des liens très étroits soient maintenus entre les deux opérateurs précités, afin de garantir la cohérence de leur politique et le maintien des équilibres financiers. Ainsi, le secrétaire général devra être le même pour le Faf propreté que pour l'organisme certificateur.

Article 2

Création d'une section professionnelle paritaire

Les partenaires sociaux souhaitent qu'une section paritaire professionnelle soit créée et dédiée à la propreté et qu'elle soit administrée de manière paritaire pour remplir ses missions, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 3

Maintien de l'expertise et du réseau de proximité actuels par la mise en place d'un service dédié et spécifique à la propreté

Considérant d'une part, que les missions actuelles menées par le Faf propreté sont en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, d'autre part, que leur politique est mise en œuvre de manière efficiente eu égard aux compétences qui s'y sont développées, les partenaires sociaux souhaitent que l'ensemble des moyens actuels puissent se maintenir. Il s'agit :

- du réseau de proximité reposant sur l'implantation des antennes et des salariés du Faf propreté au sein des maisons de la propreté ;
- du développement des projets spécifiques à la branche ;
- de l'observatoire métiers et qualifications de la propreté.

Ainsi, les partenaires sociaux demandent à ce que l'ensemble des salariés actuels du Faf propreté puissent être intégralement transférés au sein d'OPCALIA dans le service spécifique dédié à la propreté, qui prendra l'appellation OPCALIA propreté.

Ils rappellent également que le rapprochement des OPCA prévu par la loi doit s'inscrire dans une perspective d'optimisation de moyens et de capitalisation des expériences.

Section 2

Implication de la branche dans une logique intersectorielle

La réforme de la formation professionnelle, inspirée par l'ANI du 7 janvier 2009 et par la loi du 24 novembre 2009, vise à instaurer des systèmes favorisant la sécurisation des parcours professionnels en permettant au plus grand nombre de personnes d'accéder à des certifications professionnelles, de valoriser les expériences acquises, notamment lorsqu'elles sont transversales, et particulièrement pour les publics de faible niveau de qualification.

Article 4

Implication au sein de projets intersectoriels

Ainsi, les partenaires sociaux considèrent que le rapprochement des OPCA prévu par la loi doit s'inscrire dans une logique ouverte et partenariale avec les autres secteurs professionnels, particulièrement dans le cadre de projets visant spécifiquement les publics de faible niveau de qualification, ou visant des secteurs de services opérationnels.

Les partenaires sociaux seront donc attachés à ce que le service dédié à la propreté, OPCALIA propreté, puisse être impliqué activement dans le développement de projets au sein même de l'OPCA désigné par la branche.

Section 3

Accès à des ressources financières complémentaires

Article 5

Accès à des fonds complémentaires

Les partenaires sociaux rappellent l'article 53 de leur accord du 4 novembre 2010, dans lequel ils insistent sur le rôle majeur de leur OPCA dans la poursuite et l'amplification de la recherche de

fonds complémentaires. La politique de formation de la branche et les publics visés doit faciliter l'accès à des fonds complémentaires auprès de tous les acteurs.

En ce sens, les partenaires sociaux rappellent leur demande aux pouvoirs publics d'envisager le cofinancement d'actions visant à mieux sécuriser les parcours professionnels, particulièrement pour les personnes n'ayant pas bénéficié de formation initiale suffisante pour asseoir des acquis de base et ainsi assurer leur accès à la professionnalisation ou leur employabilité.

Section 4

Désignation de l'OPCA de la branche et modalités de mise en place

Article 6

Désignation de l'OPCA de la branche

Après de longs travaux conduisant à diverses hypothèses, les partenaires sociaux désignent comme OPCA de leur branche OPCALIA, qui prendra en compte l'ensemble des principes posés dans le présent accord. Cet accord se déclinera en un protocole d'intégration, acte définissant les objectifs et principes de l'intégration. Il sera signé par les partenaires sociaux de la branche proprement dite et par OPCALIA.

L'OPCA ainsi désigné collectera les reliquats en février 2012 pour la collecte assise sur les salaires 2011.

Article 7

Durée de la désignation de l'OPCA de la branche

Une période de 3 ans renouvelables par tacite reconduction vaut à compter du 1^{er} janvier 2012. Les partenaires sociaux feront un bilan du rapprochement 2 ans après, soit à partir de janvier 2014, en vue du renouvellement éventuel de son choix. Dans le cas où les partenaires sociaux souhaiteraient revenir sur l'actuelle désignation, ils en feront part à l'OPCA, 6 mois avant l'échéance du terme de la période triennale.

En cas de désaccord majeur ou d'inexécution du partenariat, les partenaires sociaux de la branche pourront procéder à la résiliation sous la réserve d'un préavis de 6 mois.

Article 8

Modalités de mise en place

Le transfert du personnel et la mise en place effective du rapprochement juridique, comptable, budgétaire et du système d'information ainsi que la dévolution des fonds se réalisera dans le cadre réglementaire.

Article 9

Dépôt et extension

Il fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code du travail. Le présent accord est remis à chacune des organisations signataires. Une notification de l'accord sera effectuée à l'ensemble des organisations syndicales représentatives.

Fait à Villejuif, le 1^{er} décembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FEP.

Syndicats de salariés :

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FNPD CGT ;

FEETS FO ;

SNES CFE-CGC.